



« UN VELO POUR ELLE »

Projet

Scolarisation de collégiennes
dans la province de Tiznit, dans le Sud du Maroc

Parties prenantes

Association Juste pour Eux
Fondation Décathlon
Académie Régionale d'Agadir
Délégation du Ministère de l'Education Nationale de Tiznit

Dossier monté par

Brahim Moslih - Décathlon Casablanca
Abdellatif Babanou - Délégation du Ministère de l'Education Nationale de Tiznit
Myriam L'Aouffir - Juste pour Eux
Rachid L'Aoufir - Juste pour Eux
Jean Soutif – Juste pour Eux

Paris, Casablanca, Berlin, Tiznit, le 25 mars 2006



Elles marchent parfois 20 kms par jour.



Les régions concernées

A. Stratégie

Les systèmes d'éducation ont la responsabilité essentielle de transmettre des compétences sociales clés telles l'aptitude à communiquer. Or dans de nombreux pays, l'école reste un luxe inabordable. Un pourcentage important de la population y est analphabète. Trop d'enfants n'expérimentent pas d'autres contacts que ceux vécus au sein de la famille et de leur communauté d'origine. Quant à l'accès aux technologies de l'information, il reste une utopie. Si rien n'est entrepris, le fossé entre ces populations et l'espace global de production de flux de savoirs et de connaissances risque de prendre des proportions dramatiques.

C'est pour contribuer à relever ce défi que Juste pour Eux réalise des micro-projets innovateurs dans le domaine de l'éducation. Les ressources de l'association sont entièrement d'origine privée. Elles sont générées par des actions de sensibilisation à l'aide au développement organisées avec l'aide d'artistes et de sportifs célèbres qui s'impliquent dans des opérations de communication spéciales.

Forte de sa réputation, Juste pour Eux reçoit régulièrement des demandes d'aide émanant d'associations d'enseignants ou de parents d'élèves qui souhaitent améliorer l'environnement scolaire de leurs enfants. Après étude des dossiers sur pièce une première sélection donnant lieu à des enquêtes sur place est effectuée. L'association s'assure en particulier de la motivation des acteurs, de leur niveau de qualification, de leur ancrage dans les réseaux locaux, des dynamiques de groupe qu'ils sont capables de déclencher et de la réussite de leurs réalisations passées. A l'issue de ces visites, des micro-projets réalisables à court terme sont identifiés.

La plupart de ces actions impliquent des autorités publiques locales, régionales et nationales, des entreprises commerciales du secteur privé et des associations communales et internationales. Juste pour eux est ainsi en mesure d'offrir un bouquet de services cohérent dont la réalisation peut reposer sur de vastes réseaux. C'est ce qui lui permet de réaliser ses engagements dans un horizon de quelques mois. La force de l'association réside dans la confiance qu'elle sait ainsi établir entre les différentes parties prenantes.

Au fur et à mesure de son expérience sur le terrain Juste pour Eux complète son offre. L'idée de départ de réaliser des centres multimédias dans des communes rurales particulièrement désavantagées s'est avérée être un moteur efficace. Ces centres sont équipés chacun de dix ordinateurs et d'une médiathèque incluant une bibliothèque, des CD-Roms et des DVD éducatifs. Ils sont destinés tant à la formation des enseignants qu'à celle de leurs élèves, notamment du primaire et des collèges. Ils déclenchent des dynamiques locales inédites et leur impact se répand rapidement dans les comportements sociaux.

Toutefois, pour vaincre l'abandon scolaire au moment du passage au collège d'autres actions sont nécessaires. Ainsi, l'association distribue aux élèves les plus démunis des kits au moment des rentrées scolaires. Elle parraine des écoliers, soutient des foyers de collégiennes et attire l'attention sur l'amélioration de l'hygiène dans les établissements scolaires.

I. Le contexte d'intervention

B. Global

Jusque dans les années 1970, les économistes des organisations internationales considéraient les sommes allouées aux systèmes éducatifs comme dépenses plutôt que comme investissement. Pendant des années, l'éducation a donc été complètement sous-estimée dans la définition des politiques publiques. En matière de coopération internationale elles sont aujourd'hui encore élaborées davantage en fonction des impératifs carriéristes en vigueur dans les organismes multilatéraux et les agences bilatérales qu'en fonction des réalités sur le terrain. Les nombreux projets pilotes ne sont pas généralisés puisque le financement des programmes n'est jamais assuré pour plus de trois ans. Résultat, les personnes qui auraient le plus besoin de ces aides sont celles qui en bénéficient le moins. Dans le monde, plus de 875 millions d'adultes, dont 63,8%, de femmes, sont illettrés.

L'accession de dizaine de nouveaux pays aux Nations-Unis durant les années 1960 à 2000 a profondément changé les priorités, notamment en matière éducative. Ce domaine incombe à l'UNESCO qui a organisé à Jomtien en Thaïlande en 1990 la Conférence mondiale sur l'Éducation pour tous. Le bilan plutôt mitigé de ses actions a été dressé en avril 2000 lors de la Conférence de Dakar, au Sénégal. Depuis, les progrès réalisés de par le monde sont évalués chaque année dans le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*. L'objectif est de dispenser une éducation primaire de qualité à chaque enfant du monde d'ici 2015. Il s'adresse aux 115 millions d'enfants qui en sont exclus à l'heure actuelle.

C'est pour pallier les manques de ces actions inter-gouvernementales que les milieux associatifs se sont engagés dans la réalisation de micro-projets. La réussite de ces expériences a eu deux conséquences essentielles. Elle a contribué à associer les acteurs privés à la production de biens publics telle l'éducation. Elle a encouragé les actions de développement décentralisées, c'est à dire ne passant pas par les centres de décisions politiques. Ces mouvements ont été favorisés par la réduction drastique des coûts de communication et de transport au niveau mondial.

C. Le niveau national marocain

Au Maroc, le problème de l'analphabétisme est particulièrement virulent. 46 % des Marocains ne savent ni lire ni écrire. Ceci représente près de 10 millions de personnes sur les 21 millions en âge de lire. Le monde rural, soit près de la moitié de la population du pays, compte 66% d'analphabètes. Ce taux tombe à 49% si on ne considère que les hommes. En milieu rural, seules **18% des filles sont scolarisées**. Ainsi, l'installation de l'eau courante dans les villages et leur rattachement au réseau électrique sont généralement un préalable à l'éducation. Ce n'est qu'à partir du moment où les femmes et les filles ne doivent plus aller chercher de l'eau dans des puits souvent éloignés ou ramasser du bois de chauffage qu'elles peuvent dégager du temps pour s'éduquer et pour se former à des activités génératrices de revenus.

Les vagues de sécheresse qui se sont succédées au cours des deux dernières décennies ont fortement fragilisé les écosystèmes et déstructuré les liens sociaux dans les campagnes. L'exode rural s'est accéléré et dans les villes les déracinés sont souvent employés au noir dans le textile et l'agroalimentaire ou comme « bonnes à tout

faire ». Ainsi, même en milieu urbain, **42 % des femmes actives sont analphabètes**. Le sont également **93,5% des femmes ouvrières et manouvrières dans l'agriculture et la pêche**, y compris celles qualifiées. Ce chiffre est de 56,6% pour les hommes.

Les responsables gouvernementaux marocains ne sont pas restés inactifs face à cette faillite culturelle, politique et économique. Le changement de génération en cours parmi les élites favorise leurs initiatives. En effet, alors que les pères avaient profité des politiques de marocanisation et avaient pu s'enrichir sans fournir de véritables efforts, leurs enfants ont été formés en Europe et en Amérique du Nord dans un esprit de concurrence tenant compte autant de la solidarité que de l'efficacité. Ils sont aussi plus conscients des enjeux économiques et sociaux mondiaux. Le Maroc ne disposant d'aucune matière première à même d'assurer sa prospérité, seule la mise en valeur de son capital humain assurera son avenir. La réforme du système éducatif est donc devenue une priorité des gouvernements qui y consacrent une part importante de leurs budgets.

A cet égard, la Charte de l'éducation et de la formation constitue un document de référence nationale. Elle place l'enfant au centre de la réflexion sur le système éducatif dont elle promeut l'ouverture sur l'environnement social et économique. L'Initiative nationale de développement humain vient appuyer ces actions en considérant de manière plus large les milieux privés des enfants. Une politique de décentralisation a été mise en œuvre avec la création de seize Académies régionales qui disposent de larges compétences, y compris en matière de définition des programmes scolaires. Au niveau des provinces, des Délégations appliquent les objectifs fixés par les Académies. Ces deux institutions ont la possibilité d'associer à leurs actions des acteurs de la société civile. Ceci s'avère nécessaire dans la mesure où les capacités de gestion restent modestes et les activités à réaliser sous-dotées en moyens financiers. La qualité de l'enseignement reste faible à cause d'un corps professoral qui, dans l'ensemble, a été mal formé et qui est souvent démotivé. Il compte pourtant de nombreux bons éléments sur lesquels il est possible de s'appuyer. Leurs contributions sont d'autant plus importantes que les taux de scolarisation baissent d'environ 85% à 30% entre le primaire et le collège.

D. Le niveau provincial

La province de Tiznit fait partie de la région Souss-Massa-Draâ située dans le Sud du Maroc. Sa superficie est d'environ 9 000 km². Elle est limitée au nord par les provinces de Chtouka Aït Baha et Taroudant, à l'est par Tata, au sud par Guelmim et à l'ouest par l'océan Atlantique. Sa population est d'environ 400.000 habitants. La densité moyenne est de 50 habitants/km². La province compte quatre centres urbains et semi-urbains : Tiznit, Sidi Ifni, Tafraout et Lakhsas. Administrativement, elle est découpée en cinq cercles : Tiznit, Ifni, Anezi, Tafraout, Lakhsas.

Pour l'année scolaire 2004/2005, le taux de scolarisation des filles de 12 à 14 ans était de 52,6%. En milieu rural, 994 collégiennes sur un total de 2.659 ont abandonné leur scolarité en cours d'année, soit 37,4%. La Délégation du Ministère de l'éducation nationale, aidée par des ONG, mène depuis plusieurs années une lutte contre cette déperdition scolaire et contre l'analphabétisme en général. Parmi ses instruments sont à signaler le don de bourses et de fournitures scolaires, la subvention de cartes d'abonnement aux autobus, la création d'annexes de collèges, de foyers d'étudiantes et l'organisation de campagnes de sensibilisation.

II. Le projet « Un vélo pour elles »

E. Les objectifs

C'est à la demande d'inspecteurs de la Délégation du Ministère de l'éducation nationale du Maroc pour la province de Tiznit et des enseignants qui en dépendent que le projet d'offrir plus de 100 vélos à des collégiennes a été conçu. Dans les régions rurales il y a en effet cinq fois moins de collèges que d'écoles primaires. Ces collèges se situent souvent à plusieurs heures de marche du domicile étant donné que souvent il n'existe de transports ni scolaires, ni publics. Si la durée de certains trajets pouvait être divisée par deux et la sécurité des collégiennes augmentée du fait qu'elles sont à vélo, les taux de scolarisation des filles rurales pourraient sensiblement augmenter. Des enquêtes à ce sujet ont été effectuées par les enseignants auprès des parents.

Deux visites sur place ont été effectuées, l'une en novembre 2005 par une équipe de Juste pour Eux, l'autre par Brahim Moslih de Décathlon, en mars 2006. La première visite avait pour but de prendre connaissance des membres de la Délégation, de l'environnement scolaire dans et autour de la commune de Tiznit et d'identifier les projets à suivre. La seconde visite a servi à évaluer les besoins exacts relatifs à l'opération « Un vélo pour elle ». Brahim Moslih a rencontré les directeurs des établissements visés et parcouru les trajets à effectuer par les collégiennes. Dans de nombreux cas la distance du domicile au collège est de cinq kilomètres. La réduction du temps du trajet domicile/école/domicile pourrait avoir un impact significatif sur les taux de scolarisation.

F. Les bénéficiaires

Abandons scolaires pour cause d'éloignement des collèges (communes rurales de Tiznit, année 2005/06)

Source : Délégation provinciale de Tiznit

ETABLISSEMENTS	COMMUNES	TOTAL	DONT FILLES
ANNEXE COLLEGE ARRAZI	TIZOUGHRAANE	17	10
ANNEXE COLLEGE TIGHIRT N°3	BOUTROUCHE	10	7
ANNEXE COLLEGE ANZI N°1	AIT AHMED	15	10
ANNEXE COLLEGE MAGHREB ARABI N°1	SBOUYA	8	5
ANNEXE COLLEGE ANZI N°2	ADAY	9	7
ANNEXE COLLEGE TIGHIRT N°2	IBDAR	11	6
COLLEGE TIGHIRT	TIGHIRT	11	6
COLLEGE ANZI	ANZI	12	2
COLLEGE MAGHREB ARABI	MESTI	8	3
COLLEGE ALMAADER	ALMAADER	8	6
COLLEGE ARRAZI	TIGHMI	13	10
COLLEGE IDRISSE 2	AIT OUAFFKA	12	6
COLLEGE SAHEL	SAHEL	15	6
COLLEGE TIOURZA	TIOURZA	25	10
COLLEGE AZAYTOUNE	REGADDA	18	9
COLLEGE YOUSSEF BEN TACHFINE	MIRLEFT	18	9
COLLEGE IBN KHALDOUNE	BOUNAAMANE	31	17
TOTAL		241	129

G. Les apports des parties prenantes

1. Juste pour eux

Juste pour Eux assure la maîtrise d'œuvre du projet. L'association est à l'écoute de tous ses partenaires et renforce les liens entre eux. Le cas échéant, elle flanquera l'action « Un vélo pour elle » d'actions individualisées afin d'empêcher les abandons scolaires. Elle continuera donc à mobiliser des ressources pour assurer la réussite du projet. Pour ce faire, elle l'accompagnera d'une politique de communication publique appropriée.

2. Délégation du Ministère de l'éducation, province de Tiznit

La Délégation mettra à disposition du projet des locaux et des terrains de sport pour apprendre aux filles à conduire les vélos. Elle mettra en place un comité de suivi dont Brahim Moslih fera partie. Ce comité établira des statistiques mesurant l'effet de l'action « Un vélo pour elle ». Il transmettra ces informations aux différentes parties prenantes.

3. Décathlon

Brahim Moslih, représentant Décathlon, s'engage à apprendre aux filles à conduire les vélos et à réparer des petites pannes telles les crevaisons. Il leur apprendra ainsi à développer leur autonomie et à avoir le sens de l'initiative. Il créera aussi une course à vélo féminine qui se déroulera une fois par an. Cet événement valorisera les filles bénéficiaires et les intégrera mieux dans la vie publique locale. Ceci les encouragera à s'affirmer et à poursuivre leurs études.

Brahim Moslih mettra également en place, avec la Fondation Décathlon, des ateliers Décathlon qui auront pour mission de former les jeunes filles, de leur apprendre à réparer leur vélo. Elles pourront ainsi transmettre leur savoir à leur entourage, y compris aux garçons, et deviendront ainsi maître d'œuvre de leurs ateliers.

III. Conclusion

Le projet « Un vélo pour elles » monté par l'association Juste pour Eux correspond aux objectifs de la Fondation Décathlon de promouvoir par la pratique du sport l'intégration sociale de personnes défavorisées. Le projet contribuera à intégrer dans le système scolaire des adolescentes issues de milieux ruraux pauvres de la région de Tiznit, dans le Sud du Maroc. L'organisation d'événements sportifs locaux mettra en valeur le statut de ces jeunes filles. Elles apprendront ainsi à s'émanciper des contraintes sociales, économiques et culturelles qui les discriminent. La réalisation de ce projet est rendu possible par l'engagement bénévole de Moslih Brahim, salarié de Décathlon à Casablanca. Il sera soutenu par Juste pour Eux qui a déjà réalisé de nombreux projets éducatifs au Maroc.